

A. ANTONIADIS,
De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden
H. MOLLERS,
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

Zitting 2018-2019

Parlementair stuk : 15 (2017-2018) Nr. 1 Ontwerp van decreet

Integraal verslag : 17 september 2018 - Nr. 54 Bespreking en aanneming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205217]

30 AOUT 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux primes « Horizon 2020 » portant sur la préparation, le dépôt et la négociation de projets de recherche, de développement ou d'innovation dans le cadre de partenariats internationaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, les articles 107 et 108;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 relatif aux subventions « Horizon Europe » portant sur la préparation, le dépôt et la négociation de projets de recherche, de développement ou d'innovation dans le cadre de partenariats internationaux;

Vu le rapport du 20 avril 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 avril 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 avril 2018;

Vu l'avis 63.749/2/V du Conseil d'État, donné le 23 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Politique scientifique », donné le 30 mai 2018;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « le décret » : le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

2° « Administration » : les services administratifs du Gouvernement chargés des actions de la Région wallonne en matière de technologies nouvelles et de recherche;

3° « programmes internationaux » :

1. le programme Horizon 2020 » et, plus spécifiquement, le pilier 2, Primauté industrielle hors mesure Instrument PME et le pilier 3, Défis sociétaux, programme institué par le Règlement n° 1291/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020) et abrogeant la décision n° 1982/2006/CE;

2. les programmes de recherche conjoints mis en œuvre par des autorités internationales auxquels l'Administration participe, notamment les ERA-Nets, ERA-Nets Cofund, EUREKA-EUROSTARS, IRA-SME, CORNET;

3. les programmes technologiques conjoints (Joint Technology Initiatives : JTI), visés par le Règlement (UE) N° 1291/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020);

4° « promoteur » : « la petite entreprise » et « la moyenne entreprise » au sens du décret;

5° « partenaire » : le promoteur participant au projet sans assumer le rôle de coordinateur;

6° « coordinateur » : le promoteur assurant la coordination du projet au sens de l'appel à projets;

7° « règles de participation du programme-cadre Horizon 2020 » : les règles contenues dans le Règlement n° 1290/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 définissant les règles de participation au programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020) et les règles de diffusion des résultats et abrogeant le règlement (CE) n° 1906/2006.

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement accorde des primes, dénommées « Horizon 2020 », couvrant certaines dépenses exposées pour préparer, déposer et négocier des projets visés par les programmes internationaux.

Art. 3. Les promoteurs bénéficiant des subventions visées à l'article 2 sont les petites entreprises et les moyennes entreprises.

Art. 4. Conditions d'octroi

1. Un promoteur peut bénéficier d'une prime « Horizon 2020 » pour préparer, déposer et négocier tout projet pour lequel il a été reconnu éligible par le Secrétariat du programme concerné.

2. Le promoteur peut introduire un maximum de deux demandes de primes par an pour un même appel à projets ou de cinq demandes de primes pour différents appels à projets par an.

3. Le promoteur ne bénéficie pas, pour ce projet ou un projet similaire, d'une aide qui a un objet identique ou similaire à celui de la subvention « Horizon 2020 » et qui est accordée par une entité de droit public quelconque, belge, étrangère ou internationale.

Un projet n'est pas similaire si les trois conditions suivantes sont réunies :

1. au moins cinquante pourcents des partenaires sont différents;
2. la thématique est différente;
3. le livrable est différent.

Art. 5. Les dépenses couvertes par la prime forfaitaire sont :

1. la rémunération du personnel du promoteur chargé du secrétariat ou du personnel extérieur chargé de la rédaction et du dépôt du projet;

2. les frais de secrétariat;

3. les frais de traductions que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;

4. les frais de prestations en matière juridique pour négocier l'accord de consortium que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;

5. les frais de déplacements en Belgique de membres du personnel du promoteur;

6. à l'exception des colloques internationaux, les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum et ce, pour deux nuitées par mission comprenant :

1. les frais de déplacements;
2. les frais de logements et les frais de petits-déjeuners;
3. les frais de subsistance;

Les éléments énumérés à l'alinéa 1^{er}, financés sous la forme d'une aide ou d'un marché par une entité de droit public quelconque, belge, étrangère ou internationale, ne font pas partie des dépenses admissibles.

Art. 6. La prime « Horizon 2020 » couvre forfaitairement les dépenses visées à l'article 5. Lorsque le promoteur est coordinateur du projet, le forfait est de 10.000 euros. Lorsque le promoteur est partenaire du projet, le forfait est de 3.500 euros.

Art. 7. Modalités d'introduction de la demande

Dans les 90 jours suivant la date d'éligibilité du projet par le Secrétariat du programme concerné, le promoteur adresse à l'Administration une demande de prime « Horizon 2020 » comprenant :

1. son nom, sa forme juridique, son adresse, son numéro de compte financier, son numéro de BCE, les coordonnées de la personne responsable et les coordonnées de la personne à contacter;

2. une copie du formulaire de soumission officiel à l'appel à projets, indiquant notamment l'action internationale visée;

3. une attestation de la date du dépôt du projet émanant des autorités dont relève le programme;

4. le document daté attestant de l'éligibilité du projet;

5. une liste des dépenses admissibles exposées;

6. une déclaration sur l'honneur stipulant que les informations transmises sont sincères et véritables.

L'Administration instruit la demande sur base de ces informations. Néanmoins, si l'Administration le requiert, le promoteur est tenu de transmettre ses pièces justificatives originales.

Art. 8. Dès que l'Administration reçoit une demande visée à l'article 7, elle adresse un accusé de réception au promoteur. Si le promoteur n'a pas respecté le délai visé au même article, elle l'informe qu'elle ne peut prendre le dossier en considération.

Dans les soixante jours suivant la réception de la demande complète, l'Administration détermine le montant du forfait sur la base des éléments y figurant et fait mettre la prime « Horizon 2020 » en liquidation.

Art. 9. Délégation est accordée au directeur général de l'Administration pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux subventions visées par le présent arrêté.

Art. 10. Si un délai vient à échéance, soit entre le 1^{er} juillet et le 31 août, soit entre le 21 décembre et le 31 décembre, l'échéance est reportée respectivement au 30 septembre et au 31 janvier suivant immédiatement la période précitée.

Lorsqu'un délai vient à expiration un samedi, un dimanche ou un jour férié, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 relatif aux subventions « Horizon Europe » portant sur la préparation, le dépôt et la négociation de projets de recherche, de développement ou d'innovation dans le cadre de partenariats internationaux est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Art. 13. Le Ministre de la Recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 août 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205217]

30. AUGUST 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Prämien "Horizont 2020" hinsichtlich der Vorbereitung, der Hinterlegung und der Verhandlung von Forschungs-, Entwicklungs- oder Innovationsprojekten im Rahmen von internationalen Partnerschaften

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie, Artikel 107 und 108;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008 über die Subventionen "Horizon Europe", die die Vorbereitung, die Hinterlegung und die Verhandlung von Forschungs-, Entwicklungs- oder Innovationsprojekten im Rahmen von internationalen Partnerschaften betreffen;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 20. April 2018;

Aufgrund der am 18. April 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 26. April 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 23. Juli 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 63.749/2/V;

In Erwägung der am 30. Mai 2018 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Wissenschaftspolitik";

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie;

2° "Verwaltung": die administrativen Dienststellen der Regierung, die mit den Aktionen der Wallonischen Region auf dem Gebiet der neuen Technologien und der Forschung beauftragt sind;

3° "internationale Programme":

1. das Programm "Horizont 2020", insbesondere der Pfeiler 2, Führende Rolle der Industrie außerhalb der Maßnahme KMU-Instrument und Pfeiler 3, Gesellschaftliche Herausforderungen, ein Programm, das durch die Verordnung Nr. 1291/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über das Rahmenprogramm für Forschung und Innovation Horizont 2020 (2014-2020) und zur Aufhebung des Beschlusses Nr. 1982/2006/EG eingeführt wird;

2. die gemeinsamen Forschungsprogramme, die von den internationalen Behörden durchgeführt werden und an denen die Verwaltung teilnimmt, insbesondere die ERA-Nets, ERA-Nets Cofund, EUREKA-EUROSTARS, IRA-SME, CORNET;

3. die gemeinsamen technologischen Programme ((Joint Technology Initiatives: JTI), die in der Verordnung (EU) Nr. 1291/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über das Rahmenprogramm für Forschung und Innovation Horizont 2020 (2014-2020) erwähnt werden;

4° "Projekträger": "das Kleinunternehmen" und "das mittlere Unternehmen" im Sinne des Dekrets;

5° "Partner": der Projekträger, der an dem Projekt beteiligt ist, ohne die Rolle des Koordinators zu übernehmen;

6° "Koordinator": der Projekträger, der die Koordination des Projekts im Sinne des Projektauftrags gewährleistet;

7° "Regeln für die Beteiligung am Rahmenprogramm Horizont 2020": die Regeln, die in der Verordnung Nr. 1290/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die Regeln für die Beteiligung am Rahmenprogramm für Forschung und Innovation "Horizont 2020" (2014-2020) sowie für die Verbreitung der Ergebnisse und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1906/2006 enthalten sind.

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Regierung "Horizont 2020" genannte Prämien, die bestimmte Ausgaben decken, die getätigt werden, um bestimmte durch die internationalen Programme betroffene Projekte vorzubereiten, zu hinterlegen und zu verhandeln.

Art. 3 - Die Projekträger, die in Artikel 2 erwähnte Prämien in Anspruch nehmen, sind kleine und mittlere Unternehmen.

Art. 4 - Gewährungsbedingungen

1. Ein Projekträger kann eine Prämie "Horizont 2020" in Anspruch nehmen, um jedes Projekt vorzubereiten, zu hinterlegen und zu verhandeln, für das er von dem Sekretariat des betroffenen Programms als zulässig anerkannt wurde.

2. Der Projekträger kann höchstens zwei Prämienanträge pro Jahr für ein und denselben Projektauftrag oder fünf Prämienanträge für verschiedene Projektaufträge pro Jahr einreichen.

3. Der Projekträger nimmt für dieses Projekt oder für ein ähnliches Projekt keine Beihilfe in Anspruch, die einen identischen oder vergleichbaren Gegenstand wie denjenigen der Subvention "Horizont 2020" hat und die durch irgend eine belgische, ausländische oder internationale Einrichtung öffentlichen Rechts gewährt wird.

Ein Projekt ist nicht ähnlich, wenn die drei nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1. mindestens fünfzig Prozent der Partner sind verschieden;

2. die Thematik ist verschieden;

3. das Ergebnis ist verschieden.

Art. 5 - Die von der Pauschalprämie gedeckten Ausgaben sind:

1. die Entlohnung des Personals des Projekträgers, das mit dem Sekretariat beauftragt ist, oder des auswärtigen Personals, das mit der Ausarbeitung und Hinterlegung des Projekts beauftragt ist;

2. die Sekretariatskosten;

3. die Kosten für die Übersetzungen, die der Projekträger im Rahmen eines Dienstleistungsvertrags durchführen lässt;

4. die Kosten für die Dienstleistungen im juristischen Bereich zur Aushandlung der Konsortialvereinbarung, die der Projekträger im Rahmen eines Dienstleistungsvertrags durchführen lässt;

5. die Fahrtkosten in Belgien der Personalmitglieder des Projekträgers;

6. mit Ausnahme der internationalen Kolloquien, die Kosten für Auslandsmissionen von höchstens zwei Personalmitgliedern des Projekträgers, und zwar für zwei Übernachtungen pro Mission, die Folgendes umfassen:

1. die Reisekosten;

2. die Kosten für Übernachtung und Frühstück;

3. die Lebensunterhaltskosten;

Die in Absatz 1 angeführten Elemente, die durch irgendeine belgische, ausländische oder internationale Einrichtung öffentlichen Rechts in Form von einer Beihilfe oder eines Auftrags finanziert werden, gehören nicht zu den zulässigen Ausgaben.

Art. 6 - Die Prämie "Horizont 2020" deckt pauschal die in Artikel 5 erwähnten Ausgaben. Wenn der Projekträger der Koordinator des Projekts ist, beläuft sich der Pauschalbetrag auf 10.000 Euro. Wenn der Projekträger Partner des Projekts ist, beläuft sich der Pauschalbetrag auf 3.500 Euro.

Art. 7 - Modalitäten zur Einreichung des Antrags

Innerhalb von 90 Tagen nach dem Datum der Zulässigkeit des Projekts durch das Sekretariat des betroffenen Programms, schickt der Projekträger der Verwaltung einen Antrag auf Prämie "Horizont 2020", in dem Folgendes enthalten ist:

1. sein Name, seine Rechtsform, seine Anschrift, seine Bankkontonummer, seine Nummer der ZDE, die Personalien der verantwortlichen Person und die Personalien der zu kontaktierenden Person;

2. eine Abschrift des offiziellen Einreichungsformulars für den Projektauftrag, in dem insbesondere die betroffene internationale Aktion angegeben wird;
3. eine Bescheinigung des Datums der Hinterlegung des Projekts, die von den Behörden stammt, von denen das Projekt abhängt;
4. das datierte Dokument, das die Zulässigkeit des Projekts bescheinigt;
5. eine Liste der getätigten zulässigen Ausgaben;
6. eine ehrenwörtliche Erklärung, aus der hervorgeht, dass die übermittelten Informationen aufrichtig und wahrheitsgetreu sind.

Die Verwaltung untersucht den Antrag auf der Grundlage dieser Informationen. Wenn die Verwaltung es fordert, muss der Projektträger jedoch die Originale seiner Belege übermitteln.

Art. 8 - Unmittelbar nach Eingang eines in Artikel 7 erwähnten Antrags bei der Verwaltung, lässt diese dem Projektträger eine Empfangsbestätigung zukommen. Hat der Projektträger die in demselben Artikel erwähnte Frist missachtet, teilt sie ihm mit, dass sie seine Akte nicht berücksichtigen kann.

Innerhalb von sechzig Tagen nach dem Eingang des vollständigen Antrags bestimmt die Verwaltung den Pauschalbetrag auf der Grundlage der dort angeführten Elemente und lässt die Auszahlung der Prämie "Horizont 2020" vornehmen.

Art. 9 - Der Generaldirektor der Verwaltung wird bevollmächtigt, die Ausgaben für die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Subventionen festzulegen, zu genehmigen und anzuordnen.

Art. 10 - Endet eine Frist entweder zwischen dem 1. Juli und dem 31. August, oder zwischen dem 21. Dezember und dem 31. Dezember, so wird das Ende dieser Frist auf den 30. September bzw. den 31. Januar verlegt, der unmittelbar auf den vorerwähnten Zeitraum folgt.

Wenn eine Frist an einem Samstag, einem Sonntag oder einem gesetzlichen Feiertag endet, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

Art. 11 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008 über die Subventionen "Horizon Europe", die die Vorbereitung, die Hinterlegung und die Verhandlung von Forschungs-, Entwicklungs- oder Innovationsprojekten im Rahmen von internationalen Partnerschaften betreffen, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2018 wirksam.

Art. 13 - Der Minister für Forschung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. August 2018

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205217]

30 AUGUSTUS 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de premies "Horizon 2020" met betrekking tot de voorbereiding, de indiening en de onderhandeling van onderzoeks-, ontwikkelings- of innovatieprojecten in het kader van internationale samenwerkingsverbanden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, inzonderheid op de artikelen 107 en 108;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 betreffende de toelagen "Horizon Europe" met betrekking tot de voorbereiding, de indiening en de onderhandeling van onderzoeks-, ontwikkelings- of innovatieprojecten in het kader van internationale samenwerkingsverbanden;

Gelet op het verslag van 20 april 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 april 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 april 2018;

Gelet op het advies nr. 63.749/2/V van de Raad van State, gegeven op 23 juli 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep Wetenschapsbeleid, gegeven op 30 mei 2018;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Twerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "het decreet": het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

2° "bestuur" : de bestuurlijke diensten van de Regering die de acties van het Waalse Gewest voeren op het vlak van nieuwe technologieën en onderzoek;

3° « internationale programma's » :

1. het programma « Horizon 2020 », en meer bepaald pijler 2, Industrieel leiderschap buiten maatregel KMO-instrument en pijler 3, Maatschappelijke uitdagingen, ingevoerd bij Verordening nr. 1291/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 tot vaststelling van Horizon 2020 - het kaderprogramma voor onderzoek en innovatie (2014 -2020) en tot intrekking van Besluit nr. 1982/2006/EG;

2. de gezamenlijke onderzoeksprogramma's, uitgevoerd door internationale overheden waaraan de administratie deelneemt, met name ERA-Nets, ERA-Nets Cofund, EUREKA-EUROSTARS, IRA-SME, CORNET;

3. de gezamenlijke technologische programma's (Joint Technology Initiatives : JTI), bedoeld bij Verordening (EU) nr. 1291/2013 tot vaststelling van Horizon 2020 - het kaderprogramma voor onderzoek en innovatie (2014 -2020);

4° « promotor » : "de kleine onderneming" en "de middelgrote onderneming" in de zin van het decreet;

5° « partner » : de promotor die aan het project deelneemt zonder de rol van coördinator uit te oefenen;

6° « coördinator » : de promotor die de projectcoördinatie in de zin van de oproep tot het indienen van projecten uitvoert;

7° "deelnameregels van het kaderprogramma Horizon 2020": de regels vermeld in Verordening (EG) nr. 1290/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 tot vaststelling van de regels voor de deelname aan acties en de verspreiding van resultaten in het kader van "Horizon 2020 - het kaderprogramma voor onderzoek en innovatie (2014-2020)" en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1906/2006.

Art. 2. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten verleent de Regering toelagen, "Horizon Europe" genoemd, tot dekking van sommige gedane uitgaven om de bij de internationale programma's bedoelde projecten voor te bereiden, in te dienen en te onderhandelen.

Art. 3. De begunstigde promotoren van de in artikel 2 bedoelde toelagen zijn de kleine ondernemingen en de middelgrote ondernemingen.

Art. 4. Toekenningsvoorwaarden

1. Een promotor kan in aanmerking komen voor een "Horizon 2020"-premie om ieder project voor te bereiden, in te dienen en te onderhandelen waarvoor hij door het secretariaat van het betrokken programma als in aanmerking komend is erkend.

2. De promotor kan een maximum van twee premie-aanvragen per jaar voor éénzelfde oproep tot het indienen van projecten of vijf premie-aanvragen voor verschillende oproepen tot het indienen van projecten per jaar indienen.

3. De promotor komt niet in aanmerking, voor dit project of een gelijkaardig project, voor een steun die geheel of gedeeltelijk een zelfde of soortgelijk doel heeft als het doel van de toelage "Horizon 2020" die door een of andere Belgische, buitenlandse of internationale entiteit van publiek recht wordt toegekend.

Een project is niet gelijkaardig als de drie volgende voorwaarden verenigd zijn :

1. minstens vijftig percent van de partners zijn verschillend;

2. de thematiek is verschillend;

3. De deliverables zijn verschillend.

Art. 5. De uitgaven gedekt door de forfaitaire premie zijn :

1. de bezoldiging van het personeel van de promotor belast met het secretariaat of het extern personeel belast met het opstellen en het indienen van het project;

2. de secretariaatskosten

3. 3° de kosten van vertalingen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

4. 4° de kosten voor juridische prestaties om het consortiumakkoord te onderhandelen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

5. de reiskosten in België van personeelsleden van de promotor;

6. 6° met uitzondering van de internationale colloquia, de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximum twee personeelsleden van de promotor, met name voor twee overnachtingen per opdracht, omvattende :

1. de reiskosten;

2. de huisvestingskosten en de kosten voor ontbijt;

3. de kosten voor levensonderhoud.

De in lid 1 aangegeven bestanddelen die gefinancierd zijn in de vorm van een tegemoetkoming of een opdracht vanwege een Belgische, buitenlandse of internationale entiteit van publiek recht maken niet deel uit van de toelaatbare uitgaven.

Art. 6. De « Horizon 2020 » premie dekt forfaitair de uitgaven bedoeld in artikel 5. Wanneer de promotor projectcoördinator is, bedraagt het forfait 10.000 euro. Wanneer de promotor partner in het project is, bedraagt het forfait 3.500 euro.

Art. 7. Nadere regels voor de indiening van de aanvraag

Binnen 90 dagen volgend op de datum van indiening van het project bij het secretariaat van het betrokken programma, richt de promotor een aanvraag om een premie "Horizon 2020" aan het bestuur met vermelding van :

1. zijn naam, rechtsvorm, adres, het nummer van zijn bankrekening, KBO-nummer en de personalia van de verantwoordelijke en van de te contacteren persoon;

2. een afschrift van het officiële formulier voor het beantwoorden van de oproep tot het indienen van projecten, met aanwijzing met name van de beoogde internationale actie;

3. een bewijs van de datum van indiening van het project door de overheden waaronder het project ressorteert;

4. het gedagtekend document waaruit blijkt dat het project in aanmerking komt;

5. een lijst van de verrichte toelaatbare uitgaven;
6. een verklaring op erewoord dat de overgemaakte informatie oprecht en waar is.

Het bestuur behandelt de aanvraag op grond van die informatie. Op verzoek van het bestuur is de promotor evenwel ertoe gehouden zijn originele bewijsstukken over te maken.

Art. 8. Zodra het bestuur een in artikel 7 bedoeld dossier ontvangt, richt het een ontvangstbewijs aan de promotor. Als de promotor de voorgeschreven termijn niet in acht heeft genomen, laat het bestuur hem weten dat het dossier niet in aanmerking kan komen.

Binnen zestig dagen na de regelmatige ontvangst van de volledige aanvraag bepaalt het bestuur het forfaitair bedrag op grond van de gegevens van het dossier en laat het de toelage "Horizon 2020" uitbetalen.

Art. 9. De directeur-generaal wordt ertoe gemachtigd de toelaatbare uitgaven betreffende de bij dit besluit bedoelde toelagen vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 10. Indien een termijn verstrijkt, ofwel tussen 1 juli en 31 augustus, ofwel tussen 21 december en 31 december, dan wordt de vervalddag respectievelijk uitgesteld tot 30 september en 31 januari die onmiddellijk volgt op voornoemde periode.

Indien een termijn op een zaterdag, een zondag of een feestdag verstrijkt, dan wordt de vervalddag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

Art. 11. Het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 betreffende de toelagen "Horizon Europe" met betrekking tot de voorbereiding, de indiening en de onderhandeling van onderzoeks-, ontwikkelings- of innovatieprojecten in het kader van internationale samenwerkingsverbanden wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2018.

Art. 13. De Minister van Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 augustus 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming;
P.-Y. JEHOLET

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

[C - 2018/31940]

20 SEPTEMBER 2018. — Ministerieel besluit houdende delegatie van bevoegdheid inzake het beheer van de rechtstreekse gewestelijke schuld

De Minister van Financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2014 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Overwegende dat aan de minister van Financiën en Begroting delegatie verleend wordt voor het beheer van de rechtstreekse gewestelijke schuld;

Overwegende dat een snelle besluitvorming technisch vereist is in het kader van het beheer van de rechtstreekse gewestelijke schuld;

Besluit :

Artikel 1. Algemeen

Dit ministerieel besluit heeft tot doel de bevoegdheid van de minister van Financiën en Begroting inzake het beheer van de rechtstreekse schuld te delegeren aan zijn administratie.

Art. 2. Definities

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Gewest: het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

[C - 2018/31940]

20 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté ministériel portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de la dette régionale directe

Le Ministre des Finances de la Région de Bruxelles Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises,

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions,

Vu l'ordonnance du 23 février 2006 portant les dispositions applicables à la comptabilité et au contrôle,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Considérant que le Ministre des Finances et du Budget se voit accorder une délégation en matière de gestion de la dette régionale directe;

Considérant la nécessité technique de prise de décision rapide dans le cadre de la gestion de la dette régionale directe;

Arrête :

Article 1^{er}. Généralités

Le présent Arrêté Ministériel a pour objet la délégation de compétence du Ministre des Finances et du Budget vers son administration dans le cadre de la gestion de la Dette Directe.

Art. 2. Définitions

Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Région : la Région de Bruxelles-Capitale;